



Déclaration SE-Unsa

CSE du 31 janvier 2024

Madame la Ministre,
Messieurs les directeurs généraux,
Madame la directrice de cabinet,
Mesdames, Messieurs,

Madame la ministre, votre nomination s'est accompagnée d'un débat sur l'école publique et l'école privée. Au SE-Unsa nous défendons, l'école publique et laïque parce que c'est l'honneur de l'école publique d'être la seule à accueillir tous les élèves, celle qui ne les trie pas et ne les sélectionne pas à l'entrée ou en cours de scolarité, celle qui ne trie pas les programmes scolaires, celle qui défend la laïcité, valeur primordiale de la République. Pour cela, il faut lui donner les moyens de fonctionnement à la hauteur du défi qu'elle doit relever, il faut donc réserver l'argent public à l'école publique.

Dès votre prise de fonction, vous avez fait le choix de poursuivre la politique mise en œuvre par votre prédécesseur. Le SE-Unsa a déjà eu l'occasion à maintes reprises de dénoncer la plupart des annonces. Ce sont des mesures passistes, de ségrégation scolaire et sociale, qu'on parle des groupes de niveaux au collège ou de la classe préparatoire à la seconde.

Au collège, le plan choc des savoirs, est une réforme alibi. Vous la présentez comme une réforme qui permettra aux élèves d'améliorer leurs résultats, or, le choix de faire des groupes de niveaux ne permettrait éventuellement que d'améliorer les résultats des élèves

qui sont déjà les meilleurs aujourd'hui. Regrouper les élèves en très grande difficulté, sûrement avec la plupart des élèves présentant des troubles des apprentissages, a déjà montré son inefficacité. Madame la ministre c'est la science qu'il faut écouter pas le bon sens. Par ailleurs, comme l'année dernière, vous ne financez pas ces fameux groupes de niveaux dans la grande majorité des collèges, en comptant sur l'utilisation de la marge d'autonomie. Une fois de plus vous dévoyez l'utilisation de cette marge dans les collèges et vous allez entraîner la baisse voire la disparition d'ici deux ans allègements en langues vivantes ou en sciences et technologie, la baisse ou la suppression des dispositifs interdisciplinaires ou des options, faute de moyens. Par contre, vous serez responsable, ou co-responsable, de la mise en place de classes de niveaux au collège, dès la rentrée prochaine dans certains territoires et probablement à court terme partout. Vous serez donc comptable de cette régression inique et de la séparation entre les enfants de la République. Vous ne pouvez pas invoquer, avec le président de la République et le premier ministre, « l'instruction civique » et la généralisation du SNU comme des enjeux de « cohésion nationale », et oublier l'égalité et la fraternité de notre devise républicaine. Il s'agit bien de construire la cohésion sociale à l'Ecole.

Si sur le fond, le SE-Unsa remet en cause ce plan, nous dénonçons aussi les conséquences plus que néfastes sur les conditions de travail des enseignants et sur leur liberté pédagogique. Et ce sera pire encore quand vous déciderez de supprimer des heures d'arts plastiques et d'éducation musicale pour faire de la place au théâtre. On pourrait appeler ça la jurisprudence « technologie », enlever une discipline pour faire de la place à une autre. Qui ira annoncer à nos collègues des disciplines artistiques qu'ils comptent finalement moins pour renforcer la culture générale des élèves ?

Madame la ministre, le SE-Unsa vous demande d'abandonner le plan « choc des savoirs », parce que vous construisez une école à rebours mais aussi parce que vous le savez mieux que nous, en sport, le choc provoque parfois des blessures, et nous ne souhaitons que l'Ecole ressorte blessée de cette réforme. Plutôt qu'un « choc des savoirs », nous vous proposons un plan « Exigence pour tous », ainsi nous pourrions aussi considérer les élèves en situation en handicap et plus généralement des élèves à besoins éducatifs particuliers

(Ulis, SEgpa etc...) qui sont totalement absents des 40 pages du dossier de presse et des multiples prises de parole de l'ancien ministre.

Nous sommes enseignants, CPE, PsyEN, AESH et AED, nous n'avons pas de tracteurs, mais pour toutes les raisons développées précédemment, nous irons manifester demain en basket pour défendre l'école publique et laïque pour tous, plutôt que l'école publique pour les autres, en espérant être entendus pour « corriger le tir » et pour que l'Ecole et ses personnels soient mieux respectés.